



LE QUOTIDIEN PREND LA PAROLE

UN, DEUX, TROIS, PUBLIC!

PATRICE RIO



INSPECTEUR A LA REPRESSION DES FRAUDES, RENNES (35)

Une absence d'anticipation des besoins

“Avec mes collègues, nous avons le sentiment de subir les conséquences d'arbitrages dont on ne comprend ni les tenants ni les aboutissants. Dernièrement, en directions départementales, c'est l'installation d'une nouvelle messagerie électronique qui a mis le feu aux poudres. Lors de la réorganisation des administrations au niveau local, il a été décidé d'utiliser la messagerie des services de la Santé. On ne sait pas sur quel critère cette décision a été prise, mais aujourd'hui, force est de constater que l'outil est inadapté et sous-dimensionné par rapport à l'utilisation que nous en faisons. Les agents perdent un temps fou au quotidien. À l'évidence, aucune analyse fine des besoins de chacun des services n'a été faite avant de prendre la décision de basculer vers cette messagerie. Tout s'est fait dans la précipitation.”

La Cfdt agit pour que tous les changements qui interviennent dans le quotidien de travail des agents soient discutés au Comité d'hygiène et de sécurité (CHS-CT). Pour la Cfdt, préserver la qualité de vie au travail est une priorité.

POUR PLUS D'INFOS, RENDEZ-VOUS SUR : www.cfdt.fr



ISABELLE ROUSSEAU

SECRETAIRE ADMINISTRATIVE

DREAL RHONES-ALPES, LYON (69)



Une proximité et un service au public en recul

“Le ministère de l'Équipement a volé en éclats. Dans un même bureau, on trouve des agents qui font le même travail mais qui n'ont pas le même statut, ni la même rémunération. C'est la pagaille la plus complète. On a le sentiment d'être des pions au service d'une politique uniquement comptable. L'État se désengage des territoires les moins peuplés pour se regrouper dans les grandes villes alors que nous étions traditionnellement très proches des usagers et des élus locaux. On perd peu à peu la notion de proximité et de service public.”

La Cfdt demande qu'une véritable politique de ressources humaines soit mise en place pour accompagner les agents.

VINCENT LOUSTAU

DIRECTEUR D'ECOLE, MONTEREAU (77)



Une médecine du travail inexistante

“Les enseignants doivent être considérés comme des salariés comme les autres. Alors que la loi impose qu'ils aient une visite médicale tous les cinq ans, rien n'est fait pour que ce droit soit effectif. Dans l'académie de Créteil, il y a sept médecins de prévention pour 80 000 agents de l'Éducation nationale. Il est impossible qu'ils puissent remplir leur mission de prévention. Ils doivent se concentrer sur les urgences et parer au plus pressé. Il semble pourtant de bon sens que l'État vérifie la santé de ses agents. C'est dans l'intérêt de tout le monde : des enseignants comme des élèves.”

Pour la Cfdt, le récent accord sur la santé et la sécurité au travail doit être une étape significative pour améliorer les conditions de travail et la prévention des risques au travail.



2, 3 FEVRIER 2011

UN, DEUX, TROIS, PUBLIC! LE QUOTIDIEN PREND LA PAROLE

Les 1^{er}, 2 et 3 février 2011, les responsables de la Cfdt vont à la rencontre des agents des fonctions publiques sur leurs lieux de travail.

OBJECTIF : les écouter, dialoguer avec eux sur ce qu'ils vivent au quotidien. Conditions de travail, horaires, organisation des services, métiers et parcours professionnels, conséquences des réorganisations... Les agents ont la parole.

POUR PLUS D'INFOS, RENDEZ-VOUS SUR : www.cfdt.fr





LE QUOTIDIEN PREND LA PAROLE



UN, DEUX, TROIS, PUBLIC!

MARIE-BRIGITTE SEMINOR

TRESORIERE COMPTABLE, ACTION SOCIALE DES ARMEES, NIMES (30)

Des restructurations difficiles à vivre

“En 2008, l'école d'infanterie de Montpellier a été transférée à Draguignan. 250 personnes y travaillaient. La moyenne d'âge était de 55 ans. La plupart des agents avait de très petits revenus et il n'était absolument pas question qu'ils déménagent. Ce n'était pas concevable financièrement, ni même moralement.

Pendant deux ans, nous nous sommes battus pour faire comprendre cette réalité au ministère des Armées et aux élus locaux. Notre hiérarchie directe voyait bien le drame humain que nous étions en train de vivre, mais elle était impuissante. Certaines personnes ont retrouvé du travail à la mairie de Montpellier ou à la Préfecture, mais j'ai encore 15 collègues qui ne savent toujours pas ce qu'ils vont devenir.”

Pour la CFDT, l'amélioration du fonctionnement de l'État est un impératif. Pour que les évolutions soient comprises et partagées, les représentants des agents doivent être associés tout au long du processus.



DANIEL LAFON

ADJOINT ADMINISTRATIF

PREFECTURE DE BOBIGNY (93)

Un turn-over important

“À la préfecture de Bobigny, nous ne sommes pas assez nombreux pour faire face à nos missions. Par exemple, le service qui accueille les personnes étrangères est totalement débordé. Les conditions de travail ne cessent de se dégrader. Les demandes de mutation sont extrêmement nombreuses et le turn-over des agents très important. Nous avons besoin de personnel supplémentaire et de mesures qui leur donnent envie de rester.”

Pour la CFDT, l'État est garant de la cohésion sociale et territoriale. La CFDT revendique les moyens nécessaires à des missions de service public qui répondent aux besoins des citoyens.



PHILIPPE MAROTEL

TECHNICIEN DE LABORATOIRE

CHU DE DIJON (21)

Pression à tous les étages

“On nous demande de faire toujours plus avec moins de moyens. Il faut faire des économies partout. La direction met la pression sur les cadres qui la reportent ensuite sur les agents. Résultat : les conditions de travail de tout le monde se dégradent. Les arrêts de travail sont de plus en plus nombreux. À cette situation tendue s'ajoute la réforme des retraites qui ne remonte pas le moral. Le personnel soignant a bien du mal à s'imaginer en poste à 62 ans.”

La CFDT demande l'ouverture rapide d'un grand chantier national sur l'organisation du travail dans la fonction publique hospitalière.



**LA CAMPAGNE
EN DETAILS
SUR LE NET**

**TOUTES LES
INFORMATIONS,
SUR : www.cfdt.fr**

